

Avenant n° 42 du 12 février 2024

NOR : AGRS2597010M

IDCC : 7018

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Union nationale des entreprises du paysage (UNEP),

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Fédération générale de l'agroalimentaire FGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC Agri ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FGTA FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Par le présent avenant, dans l'objectif de préserver le régime unique Prévoyance et frais de santé, les organisations syndicales représentatives des salariés ainsi que l'organisation patronale représentative au plan national ont entériné une évolution des taux de cotisations, ainsi qu'une modification de l'expression de la cotisation frais de santé (cotisation en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale au lieu d'un montant en euros).

Par ailleurs, il est précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent accord ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

(Voir page suivante.)

Article 1^{er} | Évolution des taux de cotisations

Les dispositions de l'article 20 « Cotisations » sont annulées et remplacées comme suit :

« Article 20 | Cotisations

Les cotisations des garanties Incapacité temporaire et permanente de travail et décès sont assises sur les rémunérations de tous les salariés non-cadres :

	Taux contractuel T1/T2 ^[1]	Part patronale	Part salariale
Mensualisation ^[2]	0,43 %	0,43 %	–
Incapacité temporaire de travail	0,35 %	–	0,35 %
Incapacité permanente de travail, professionnelle ou non (invalidité)	0,29 %	0,26 %	0,03 %
Décès	0,24 %	0,21 %	0,03 %
Sous-total	1,31 %	0,90 %	0,41 %
Assurance des charges sociales patronales	0,18 %	0,18 %	–
Total	1,49 %	1,08 %	0,41 %
<small>[1] T1 = Salaire compris entre 0 et 1 plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS). T2 = Salaire compris entre 1 et 8 fois le PMSS. [2] L'obligation de maintien de salaire à la charge de l'employeur résultant de la mensualisation est intégralement prise en charge par l'employeur.</small>			

La cotisation mensuelle de la garantie frais de santé est exprimée en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) :

	Régime	Cotisation totale	Part patronale	Part salariale
Complémentaire frais de santé	Hors Alsace-Moselle	1,27 %	0,76 %	0,51 %
	Alsace-Moselle	0,90 %	0,54 %	0,36 %

Article 2 | Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au 1^{er} avril 2024.

Article 3 | Dépôt et extension

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 12 février 2024.

(Suivent les signatures.)